

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Étendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

**AVENANT N° 58 DU 17 JANVIER 2017
RELATIF AUX JOURS DE CONGÉS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX**

NOR : *AGRS1797226M*

IDCC : 8262

Entre :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne Franche-Comté

Fédération entrepreneurs des territoires Bourgogne

Fédération CUMA de Bourgogne Franche-Comté

D'une part, et

Union régionale FGA CFDT

Union régionale CFTC

USRAF CGT

Union régionale CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre les dispositions de la convention collective du 21 novembre 1997, concernant les congés pour événements familiaux, en conformité avec les nouvelles dispositions du code du travail, telles qu'elles résultent de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Mise en conformité des dispositions relatives aux congés pour événements familiaux

L'article 37 « Congés pour événements familiaux » de la convention collective du 21 novembre 1997 est modifié comme suit :

« Article 37

Congés pour événements familiaux

Des absences sont autorisées, dans le cadre des congés pour événements familiaux et exceptionnels. C'est ainsi que chaque salarié bénéficie d'une autorisation exceptionnelle d'absence de :

- 5 jours pour le mariage du salarié ou la conclusion d'un pacte civil de solidarité ;
- 4 jours pour le décès du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou du concubin ;
- 3 jours pour le décès, du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur ;
- 2 jours pour le mariage d'un enfant ;
- 3 jours pour chaque naissance survenue à son foyer ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption ⁽¹⁾ ;
- 5 jours pour le décès d'un enfant ;
- 2 jours pour l'annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant.

Ces absences n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Elles sont assimilées à des jours de travail effectif pour la détermination de la durée du congé annuel mais ne sont pas retenues pour le calcul des heures supplémentaires.

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à la date de sa signature.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès des services de l'unité territoriale de la DIRECCTE de Côte-d'Or.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 17 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

(1) Ces 3 jours peuvent être pris de manière consécutive ou non, après entente entre le bénéficiaire et l'employeur, mais doivent être inclus dans une période de 15 jours entourant la naissance ou l'arrivée de l'enfant au foyer en vue de son adoption. »